ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 27 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1973 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 240

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 142

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Τελωνειακῆς Συμβάσεως ἐπὶ τῆς παροχῆς διευκολύνσεων διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἐμπορευμάτων, προοριζομένων πρὸς ἐπίδειξιν ἢ χρησιμοποίησιν εἰς ἐκθέσεις, πανηγύρεις, συνέδρια ἢ παρομοίας ἐκδηλώσεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας καταρτισθεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8ην Ἰουνίου 1961 διεθνὴς Τελωνειακὴ Σύμβασις ἐπὶ τῆς παροχῆς διευκολύνσεων διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἐμπορευμάτων, προοριζομένων πρὸς ἐπίδειξιν ἢ χρησιμοποίησιν εἰς ἐκθέσεις, πανηγύρεις, συνέδρια ἢ παρομοίας ἐκδηλώσεις, τὸ κείμενον τῆς ὁποίας ἕπεται τῷ παρόντι ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Διὰ Πρ. Διαταγμάτων, ἐκδιδομένων προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Οἰκονομικῶν, ἐπιτρέπεται ὅπως γίνωνται ἀποδεκταὶ τροποποιήσεις τῆς Συμβάσεως, υἱοθετούμεναι κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 21 αὐτῆς.

Ἄρθρον τρίτον.

Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ ἐνδεχομένως ἑτέρου ἁρμοδίου, κατὰ περίπτωσιν, Ὑπουργοῦ, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως:

α) Καθορίζεται πᾶσα ἀναγκαία λεπτομέρεια διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμβάσεως καὶ

β) διορθοῦνται μεταφραστικὰ σφάλματα τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον τέταρτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΦΑΙΔΩΝ ΑΝΝΙΝΟΣ-ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΝΙΚ. ΓΚΑΝΤΩΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

CONVENTION DOUANIERE

relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire

PREAMBULE.

Les Etats signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière, avec le concours de la Commission Econo-

mique pour l'Europe des Nations Unies (C.E.E.) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant les voeux exprimés par les représentants du commerce international et par d'autres milieux intéressés,

Désireux d'accorder des facilités aux marchandises destinées à être présentées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire de caractère commercial, technique, religieux, éducatif, scientifique, culturel ou philanthropique,

Convaincus que l'adoption de règles générales relatives au régime douanier de ces marchandises apportera des avantages substantiels au commerce international et favorisera l'échange, sur le plan international, des idées et des connaissances,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I.

Définitions.

Article premier.

Pour l'application de la présente Convention on entend:

(a) par «manifestation»:

1. les expositions, foires, salons et manifestations similaires du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat;

2. les expositions ou manifestations organisées principalement dans un but philanthropique;

3. les expositions ou manifestations organisées principalement dans un but scientifique, technique, artisanal, artistique, éducatif ou culturel, sportif, religieux ou cultuel, ou encore en vue d'aider les peuples à se mieux comprendre;

4. les réunions de représentants d'organisations ou de groupements internationaux;

5. les cérémonies et les manifestations de caractère officiel ou commémoratif;

à l'exception des expositions organisées à titre privé dans des magasins ou locaux commerciaux, en vue de la vente de marchandises étrangères;

(b) par «droits à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;

(c) par «admission temporaire»: l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(d) par «Conseil»: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950;

(e) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

CHAPITRE II.

Admission temporaire.

Article 2.

1. Bénéficient de l'admission temporaire:

(a) les marchandises destinées à être exposées ou à faire l'objet d'une démonstration à une manifestation;

(b) les marchandises destinées à être utilisées pour les besoins de la présentation des produits étrangers à une manifestation, telles que:

(i) les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés;

(ii) le matériel de construction et de décoration, y compris l'équipement électrique, pour les stands provisoires d'exposants étrangers;

(iii) le matériel publicitaire et de démonstration, destiné manifestement à être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères exposées, tel que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l'appareillage nécessaire à leur utilisation;

(c) le matériel - y compris les installations d'interprétation, les appareils d'enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel - destiné à être utilisé aux réunions, conférences et congrès internationaux.

2. Les facilités visées au paragraphe 1 ci-dessus sont accordées à condition que:

(a) les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation;

(b) le nombre ou la quantité d'articles identiques importés soit raisonnable compte tenu de leur destination;

(c) les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions posées par la présente Convention seront remplies.

Article 3.

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente Convention et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être:

(a) prêtées, louées, ou utilisées moyennant rétribution;

(b) transportées hors du lieu de la manifestation.

Article 4.

1. Les marchandises placées en admission temporaire doivent être réexportées dans un délai de six mois à partir de la date de leur importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger, compte tenu des circonstances et notamment de la durée et de la nature de la manifestation, que les marchandises soient ré-exportées dans un délai plus court, mais qui doit couvrir, à tout le moins, une période d'un mois après la fin de la manifestation.

2. Nonobstant les dispositions du premier alinéa du présent Article, les autorités douanières autorisent les intéressés à laisser dans le pays d'importation temporaire les marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une manifestation ultérieure, à condition qu'ils se conforment aux dispositions des lois et règlements de ce pays et que les marchandises soient réexportées dans un délai d'un an à partir de la date de leur importation.

3. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent, dans les limites prévues par les lois et règlements en vigueur dans le pays d'importation temporaire, soit accorder des délais plus longs que ceux prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent Article, soit proroger le délai initial.

4. Lorsque les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être réexportées par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation prévue par le présent Article est suspendue pendant la durée de la saisie.

Article 5.

1. Nonobstant l'obligation de réexportation prévue dans la présente Convention, la réexportation des

marchandises périssables, ou gravement endommagées ou de faible valeur, n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:

(a) soumises aux droits à l'importation dus en l'espèce; ou

(b) abandonnées, libres de tous frais, au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(c) détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

2. Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées, en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire, si elles étaient importées directement de l'étranger.

CHAPITRE III.

Dispense du payement des droits à l'importation.

Article 6.

1. Sauf pour les marchandises qui ont fait l'objet de réserves notifiées dans les conditions prévues à l'Article 23 de la présente Convention, les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée, dans les cas suivants :

(a) Petits échantillons représentatifs des marchandises étrangères exposées à une manifestation, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à la manifestation à partir de marchandises importées en vrac, pourvu:

(i) qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à la manifestation pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués,

(ii) que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire,

(iii) qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans le plus petit emballage vendu au détail,

(iv) que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans des emballages conformément à l'alinéa (iii) ci-dessus, soient consommés à la manifestation, et

(v) que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de la manifestation, au nombre de visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant à la manifestation;

(b) Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étrangers présentés à la manifestation, et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations, pour vu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de la manifestation, au nombre de visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant à la manifestation;

(c) Produits de faible valeur, utilisés pour la construction, l'aménagement et la décoration des stands provisoires des étrangers exposant à la manifestation (peintures, vernis, papiers de tenture, etc.) détruits du fait de leur utilisation;

(d) Imprimés, catalogues, prospectus, prix-courants, affiches publicitaires, calendriers (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères exposées à la manifestation, pourvu :

(i) qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de la manifestation,

(ii) que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de la manifestation, au nombre de visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant à la manifestation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux boissons alcooliques, aux tabacs et aux combustibles.

Article 7.

Sont exonérés des droits à l'importation et ne sont soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation les dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels au cours ou à l'occasion de réunions, conférences ou congrès internationaux.

CHAPITRE IV.

Simplification des formalités.

Article 8.

Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

Article 9.

1. Lorsqu'une Partie Contractante exige la constitution d'une garantie afin de s'assurer de l'exécution des conditions requises pour bénéficier des facilités prévues par la présente Convention, le montant de cette garantie ne peut excéder de plus de 10 % celui des droits à l'importation exigibles.

2. Toutefois, cette Partie Contractante s'efforcera d'accepter, dans tous les cas où cela sera possible, la substitution d'une garantie globale fournie par les organisateurs de la manifestation ou par toute autre personne agréée par les autorités douanières, aux garanties individuelles qui pourraient être exigées en application des dispositions de l'alinéa précédent.

Article 10.

1. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une manifestation sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette manifestation.

2. Chaque Partie Contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de la manifestation, d'ouvrir pour une durée raisonnable, un bureau de douane sur les lieux de la manifestation organisée sur son territoire.

3. La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s'effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation, sauf si l'importateur s'engage, afin de bénéficier d'une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d'importation.

CHAPITRE V.

Dispositions diverses.

Article 11.

Les produits accessoirement obtenus au cours de la manifestation, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions de la présente Convention.

Article 12.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 13.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 14.

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application :

(a) des dispositions nationales ou conventionnelles non douanières concernant l'organisation de manifestations;

(b) des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

Article 15.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits à l'importation exigibles.

CHAPITRE VI.

Clauses finales.

Article 16.

Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présence Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 17.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 16 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 18.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 31 mars 1962, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (b) du présent Article, la Convention est soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures consitutionnelles respectives.

4. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Article 19.

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 18 de la présente Convention l'ont signée sans reserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'afhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhesion dudit Etat.

Article 20.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 19 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 21.

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 16 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres

Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et à l'UNESCO.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil :

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé,

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Tant qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié au Secrétaire Général du Conseil son acceptation, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est reputé accepté à la date suivante :

(a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragradhe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l' amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigeur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhére est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 22.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention est applicable auxdits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire Général du Conseil, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet Etat.

2. Tout Etat ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent Article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 20 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 23.

1. Tout Etat peut déclarer au moment où il signe ou ratifie la présente Convention ou y adhère, ou bien, après être devenu Partie Contractante à la Convention, notifier au Secrétaire Général du Conseil qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 6, paragraphe 1, alinéa (a), de la présente Convention. Ces déclarations et notifications doivent indiquer explicitement les marchandises à l'égard desquelles la réserve est formulée. Les notifications adressées au Secrétaire Général prennent effet le quatre-vingt-dixième jour après qu'elles ont été reçues par le Secrétaire Général.

2. Si une Partie Contractante formule une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article, les autres Parties Contractantes ne sont pas liées par les dispositions de l'Article 6, paragraphe 1, alinéa (a), de la présente Convention à l'égard de cette Partie Contractante en ce qui concerne les marchandises spécifiées dans cette réserve.

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article, peut à tout moment lever cette réserve par notification au Secrétaire Général du Conseil.

4. Aucune autre réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 24.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies et à l'UNESCO :

(a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 18 ;

(b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 19 ;

(c) les dénonciations et annulations notifiées conformément à l'Article 20 ;

(d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 21 ainsi que la date de leur entrée en vigueur ;

(e) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 22 ;

(f) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 23, paragraphes 1 et 3, ainsi que la date à laquelle les réserves entrent en vigueur ou celle à compter de laquelle elles sont levées.

Article 25.

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le huit juin mil neuf cent soixante et un, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 18 de la présente Convention, des copies certifiées conformes.

CUSTOMS CONVENTION

concerning facilities for the importation of goods for display or use at exhibitions, fairs, meetings or similar events

PREAMBLE.

The States signatory to the present Convention,

Meeting under the auspices of the Customs Co-operation Council, in consultation with the United Nations Economic Commission for Europe (ECE) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Having regard to proposals made by representatives of international trade and other interests,

Desiring to facilitate the display of goods at exhibitions, fairs, meetings, or similar events of a commercial, technical, religious, educational, scientific, cultural or charitable nature,

Convinced that the adoption of general rules on the Customs treatment of such goods would afford considerable advantages to international trade and promote the international exchange of ideas and knowledge,

Have agreed as follows :

CHAPTER I.

Definitions.

Article 1.

For the purposes of the present Convention :

(a) the term «event» means :

1. a trade, industrial, agricultural or crafts exhibition, fair, or similar show or display ; or

2. an exhibition or meeting which is primarily organised for a charitable purpose ; or

3. an exhibition or meeting which is primarily organised to promote any branch of learning, art, craft, sport or scientific, educational or cultural activity, to promote friendship between peoples, or to promote religious knowledge or worship ; or

4. a meeting of representatives of any international organisation or international group of organisations ; or

5. a representative meeting of an official or commemorative character ;

except exhibitions organised for private purposes in shops or business premises with a view to the sale of foreign goods ;

(b) the term «import duties» means Customs duties and all other duties and taxes payable on, or in connection with importation and shall include all internal taxes and excise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes ;

(c) the term «temporary admission» means temporary importation free of import duties and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation ;

(d) the term «the Council» means the Organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December 1950 ;

(e) the term «person» means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

CHAPTER II.

Temporary Admission.

Article 2.

1. Temporary admission shall be granted to :

(a) goods intended for display or demonstration at an event ;

(b) goods intendend for use in connection with the display of foreign products at an event, including :

(i) goods necessary for the purpose of demonstrating foreign machinery or apparatus to be displayed,

(ii) construction and decoration material, including electrical fittings, for the temporary stands of foreign exhibitors,

(iii) advertising and demonstration material which is demonstrably publicity material for the foreign goods displayed, for example, sound recordings, films and lantern slides, as well as apparatus for use therewith;

(c) equipment including interpretation apparatus, sound recording apparatus and films of an educational, scientific or cultural character intended for use at international meetings, conferences or congresses.

2. The facilities referred to in paragraph 1 of this Article shall be granted provided that :

(a) the goods are capable of identification on re-exportation ;

(b) the number or quantity of identical articles is reasonable having regard to the purpose of importation ;

(c) the Customs authorities of the country of temporary importation are satisfied that the conditons of the present Convention shall be fulfilled.

Article 3.

Unless the national laws and regulations of the country of temporary importation so permit, goods granted temporary admission shall not, whilst they are the subject of the facilities granted under the present Convention :

(a) be loaned, or used in any way for hire or reward ; or

(b) be removed from the place of the event.

Article 4.

1. Goods granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. However Customs authorities of the country of temporary importation may, with due regard to the circumstances and in particular the duration and nature of the event, require that the goods be re-exported within a shorter period which shall, nevertheless, extend at least one month after the termination of the event.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article the Customs authorities shall allow such goods which are to be displayed or used at a subsequent event to remain within the country of temporary importation, subject to compliance with such conditions as may be required by the laws and regulations of that country and provided that the goods are re-exported within one year of the date of importation.

3. For valid reasons the Customs authorities may, within the limits laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation, either grant longer periods than those provided for in paragraphs 1 and 2 of the present Article or extend the initial period.

4. When goods granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation provided for in this Article shall be suspended for the duration of the seizure.

Article 5.

1. Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by the present Convention, the re-exportation of badly damaged goods, goods of little value and perishable goods, shall not be required, provided that the goods:

(a) are subjected to the import duties to which they are liable; or

(b) are abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported; or

(c) are destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported;

as the Customs authorities may require.

2. Goods granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into home use, subject to compliance with the conditions and formalities applicable under the laws and regulations of the country of temporary importation in respect of such goods imported directly from abroad.

CHAPTER III.

Waiver of import duties.

Article 6.

1. Unless a reservation has been notified in respect of certain goods under the terms of Article 23 of the present Convention, import duties shall not be levied and import prohibitions and restrictions shall be waived, and where temporary admission has been granted re-exportation shall not be required, in respect of the following goods:

(a) Small samples which are representative of foreign goods displayed at an event, including such samples of foods and beverages, either imported in the form of such samples or produced from imported bulk materials at that event, provided that:

(i) they are supplied free of charge from abroad and are used solely for distribution free of charge to the visiting public at the event, for individual use or consumption by the persons to whom they are distributed,

(ii) they are identifiable as advertising samples and are individually of little value,

(iii) they are unsuitable for commercial purposes and are, where appropriate, packed in quantities appreciably smaller than the smallest retail package,

(iv) samples of foods and beverages which are not distributed in packs as provided for in (iii) above are consumed at the event, and

(v) the aggregate value and quantity of the samples are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the event, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation therein;

(b) Goods imported solely for demonstration or for the purpose of demonstrating the operation of a foreign machine or apparatus displayed at an event and consumed or destroyed in the course of such demonstration, provided that the aggregate value and quantity of such goods are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the event, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation therein;

(c) Products of low value used up in constructing, furnishing or decorating the temporary stands of foreign exhibitors at an event, such as paint, varnish and wallpaper;

(d) Printed matter, catalogues, trade notices, price lists, advertising posters, calendars, whether or not illustrated, and unframed photographs, which are demonstrably publicity material for the foreign goods displayed at an event, provided that:

(i) they are supplied free of charge from abroad and are used solely for distribution free of charge to the visiting public at the event, and

(ii) the aggregate value and quantity of such goods are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the event, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation therein.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not be applicable to alcoholic beverages, tobacco goods and fuels.

Article 7.

Files, records, forms and other documents which are imported for use as such at or in connection with international meetings, conferences or congresses, shall be admitted free of import duties and free of any import prohibition or restriction.

CHAPTER IV.

Simplification of formalities.

Article 8.

Each Contracting Party shall reduce to a minimum the Customs formalities required in connection with the facilities provided for in the present Convention. All regulations concerning such formalities shall be promptly published.

Article 9.

1. In cases where a Contracting Party requires security for compliance with the conditions governing the granting of facilities provided for in the present Convention, the amount of such security shall not exceed the amount of the import duties chargeable by more than 10 %.

2. Such Contracting Parties shall endeavour to accept whenever possible a general security from the organiser of the event or from any other person approved by the Customs authorities, in place of individual security which might be required under paragraph 1 of this Article.

Article 10.

1. Customs examination and clearance on the importation and re-exportation of goods which are to be, or have been, displayed or used at any event shall, whenever possible and appropriate, be effected at that event.

2. Each Contracting Party shall endeavour, wherever it deems it appropariate in view of the importance and size of the event, to establish a Customs office for a reasonable period within the premises of an event held within its territory.

3. Goods granted temporary admission may be re-exported in one or several consigments and through any Customs office open for such operations, and such re-exportation shall not be confined to the Customs office of importation, except in cases where, with a view to benefiting from a simplified procedure, the importer undertakes to re-export his goods through the Customs office of importation.

CHAPTER V.

Miscellaneous provisions.

Article 11.

Products obtained incidentally during the event from temporarily imported goods, as a result of the

demonstration of displayed machinery or apparatus, shall be subject to the provisions of the present Convention.

Article 12.

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multilateral agreements.

Article 13.

For the purpose of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 14.

The provisions of the present Convention shall not preclude the application of :

(a) national or conventional provisions not of a Customs nature regulating the organisation of events;

(b) prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or for veterinary or phytopathological considerations, or relating to the protection of patents, trade marks and copyrights.

Article 15.

Any breach of the provisions of the present Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person or goods improperly to benefit from the facilities provided for in the present Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties chargeable.

CHAPTER VI.

Final provisions.

Article 16.

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 17.

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 16 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 18.

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention :

(a) by signing it without reservation of ratification ;

(b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification ; or

(c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 31st March, 1962, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall open for their accession.

3. In the case envisaged in paragraph 1 (b) of this Article, the present Convention shall be subject to ratification by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

4. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

5. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

Article 19.

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 18 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has deposited its instrument of ratification or accession.

Article 20.

1. The present Convention is of unlimited duration but any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 19 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

Article 21.

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 16 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory of acceding States, to the Secretary General of the United Nations, and to UNESCO.

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

(a) that it has an objection to the recommended amendment, or

(b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraphs 3 and 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraphs 3 and 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

(a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:

(i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period.

(ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties whether the Contracting Party or Parties which have sent such communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 22.

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council but not before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a declaration under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 20 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

Article 23.

1. Any State may declare at the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention, or notify the Secretary General of the Council after becoming a Contracting Party to the Convention, that it does not consider itself bound by the provisions of Article 6, paragraph 1 (a), of the present Convention. Such declarations or notifications shall stipulate the specific goods in respect of which the reservation is made. Notifications addressed to the Secretary General shall take effect on the ninetieth day after their receipt by the Secretary General.

2. If a Contracting Party enters a reservation under paragraph 1 of this Article, the other Contracting Parties shall not be bound, in relation to that Contracting Party, by Article 6, paragraph 1 (a), of the present Convention in respect of the goods specified in that reservation.

3. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this Article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary General of the Council.

4. No other reservation to the present Convention shall be permitted.

Article 24.

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory and acceding States, the Secretary General of the United Nations, and UNESCO of :

(a) signatures, ratifications and accessions under Article 18 of the present Convention ;

(b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 19 ;

(c) denunciations and declarations under Article 20 ;

(d) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 21 and the date of its entry into force ;

(e) declarations and notifications received in accordance with Article 22 ;

(f) declarations and notifications made in accordance with Article 23, paragraphs 1 and 3, and the date on which reservations or withdrawals of reservations enter into force.

Article 25.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Brussels this eighth day of June nineteen hundred and sixty-one, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in Article 18, paragraph 1, of the present Convention.

Βεβαιοῦται ἡ ἀκρίβεια τοῦ γαλλικοῦ καὶ ἀγγλικοῦ κειμένου, ληφθέντος ἐκ τοῦ παρὰ τῇ Συμβατικῇ Διευθύνσει τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν τηρουμένου ἀντιτύπου, δέοντος κεκυρωμένου ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας.

Ὁ Τμηματάρχης τοῦ Α' Τμήματος τῆς Συμβατικῆς Δ/νσεως
ΚΩΝ. ΔΡΙΤΣΑΣ

ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἐπὶ τῆς παροχῆς διευκολύνσεων διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἐμπορευμάτων προοριζομένων πρὸς ἐπίδειξιν ἢ χρησιμοποίησιν εἰς ἐκθέσεις, πανηγύρεις, συνέδρια ἢ παρομοίας ἐκδηλώσεις.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ ὑπογράφοντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κράτη,

Συνελθόντα ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τῇ συνδρομῇ τῆς Οἰκονομικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ Εὐρώπην τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν (C.E.E.) καὶ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν τὰς γενομένας προτάσεις ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου καὶ λοιπῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἐπιθυμοῦντα νὰ παράσχουν διευκολύνσεις εἰς ἐμπορεύματα προοριζόμενα πρὸς ἐπίδειξιν εἰς ἐκθέσεις, πανηγύρεις, συνέδρια καὶ παρομοίας ἐκδηλώσεις ἐμπορικοῦ, τεχνικοῦ, θρησκευτικοῦ, ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ, μορφωτικοῦ ἢ φιλανθρωπικοῦ χαρακτῆρος.

Πεπεισμένα, ὅτι ἡ υἱοθέτησις γενικῶν κανόνων ἀφορώντων εἰς τὸ τελωνειακὸν καθεστὼς τῶν ἐμπορευμάτων τούτων, θέλει παράσχει σημαντικὰ πλεονεκτήματα εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον καὶ θέλει εὐνοήσει τὴν ἀνταλλαγήν, ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου, ἰδεῶν καὶ γνώσεων.

Συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως νοοῦνται :

(α) ὡς «ἐκδήλωσις» :

1. αἱ ἐκθέσεις, πανηγύρεις καὶ παρόμοιαι ἐμπορικαί, γεωργικαί, βιομηχανικαὶ καὶ βιοτεχνικαὶ ἐκδηλώσεις·

2. αἱ ἐκθέσεις ἢ ἐκδηλώσεις, αἱ ὀργανούμεναι κυρίως διὰ φιλανθρωπικοὺς σκοπούς·

3. αἱ ἐκθέσεις ἢ ἐκδηλώσεις αἱ ὀργανούμεναι κυρίως δι' ἐπιστημονικούς, τεχνικούς, βιοτεχνικούς, καλλιτεχνικούς, ἐκπαιδευτικοὺς ἢ μορφωτικούς, ἀθλητικούς, θρησκευτικοὺς καὶ λατρείας σκοπούς, ἢ ἀκόμη διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν φιλίας καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

4. αἱ συνελεύσεις ἀντιπροσώπων διεθνῶν ὀργανισμῶν ἢ διεθνῶν ἑνώσεων·

5. αἱ τελεταὶ καὶ ἑορταστικαὶ ἐκδηλώσεις, ἐπισήμου ἢ ἀναμνηστικοῦ χαρακτῆρος·

ἐξαιρέσει τῶν ἐκθέσεων τῶν ὀργανουμένων ὑπὸ ἰδιωτῶν εἰς καταστήματα ἢ ἐμπορικοὺς χώρους, πρὸς τὸν σκοπὸν πωλήσεως ἀλλοδαπῶν προϊόντων·

(β) ὡς «εἰσαγωγικοὶ δασμοί»: οἱ τελωνειακοὶ δασμοὶ καὶ πάντα τὰ λοιπὰ δικαιώματα καὶ φόροι, οἱ εἰσπραττόμενοι κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ ταύτην, ὡς ἐπίσης καὶ πάντες οἱ ἐσωτερικοὶ φόροι καὶ φόροι καταναλώσεως, διὰ τῶν ὁποίων ἐπιβαρύνονται τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα, ἐξαιρέσει, ἐν πάσῃ περιπτώσει, τῶν τελῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων, τῶν ὁποίων τὸ ὕψος περιορίζεται εἰς τὸν κατὰ προσέγγισιν κόστος τῶν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ ὁποῖα δὲν ἀποτελοῦν ἔμμεσον προστασίαν τῶν ἐθνικῶν προϊόντων ἢ φόρους ταμιευτικοῦ χαρακτῆρος κατὰ τὴν εἰσαγωγήν·

(γ) ὡς «προσωρινὴ εἰσδοχή»: ἡ προσωρινὴ εἰσαγωγή, ἄνευ καταβολῆς εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ ἄνευ ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν, εἰσαγωγῆς ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπανεξαγωγῆς·

(δ) ὡς «Συμβούλιον»: ἡ ὀργάνωσις ἡ συσταθεῖσα διὰ τῆς ἱδρυτικῆς τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας Συμβάσεως, συναφθείσης ἐν Βρυξέλλαις τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1950·

(ε) ὡς «πρόσωπον»: τόσον τὸ φυσικόν, ὅσον καὶ τὸ νομικὸν πρόσωπον, ἐφ' ὅσον εἰς τὸ κείμενον δὲν καθορίζεται ἄλλως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Προσωρινὴ εἰσδοχή.

Ἄρθρον 2.

1. Ἀπολαύουν προσωρινῆς εἰσδοχῆς:

(α) τὰ ἐμπορεύματα τὰ προοριζόμενα νὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐκθέσεως ἢ ἐπιδείξεως εἰς μίαν ἐκδήλωσιν·

(β) τὰ ἐμπορεύματα τὰ προοριζόμενα νὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς παρουσιάσεως ἀλλοδαπῶν προϊόντων εἰς μίαν ἐκδήλωσιν ὡς:

(ι) τὰ ἐμπορεύματα τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐπίδειξιν τῶν ἐκτιθεμένων μηχανῶν ἢ συσκευῶν ἀλλοδαπῆς προελεύσεως.

(ιι) τὰ ὑλικὰ κατασκευῆς καὶ διακοσμήσεως, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ ἠλεκτρικοῦ ἐξοπλισμοῦ, διὰ τοὺς προσωρινοὺς χώρους τῶν ἀλλοδαπῶν ἐκθετῶν.

(ιιι) τὸ διαφημιστικὸν ὑλικὸν καὶ τὸ τοιοῦτον ἐπιδείξεως τὸ προοριζόμενον καταφανῶς, ὅπως χρησιμοποιηθῇ πρὸς διαφήμισιν τῶν ἐκτιθεμένων ἀλλοδαπῶν ἐμπορευμάτων, οἷον ὑλικὸν ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου, ταινίαι καὶ διαφάνειαι, ὡς καὶ αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν χρῆσιν αὐτῶν συσκευαί.

(γ) τὸ ὑλικὸν — συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν συσκευῶν μεταφράσεως, τῶν συσκευῶν ἐγγραφῆς ἤχου καὶ τῶν ταινιῶν, ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτῆρος — τὸ προοριζόμενον νὰ χρησιμοποιηθῇ εἰς συνόδους, διασκέψεις καὶ διεθνῆ συνέδρια.

2. Αἱ προβλεπόμεναι διευκολύνσεις εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, παρέχονται ὑπὸ τὸν ὅρον, ὅτι :

(α) καθίσταται ἐφικτὴ ἡ ἐξακρίβωσις τῆς ταυτότητος τῶν ἐμπορευμάτων κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν·

(β) ὁ ἀριθμὸς ἢ ἡ ποσότης τῶν εἰσαγομένων ὁμοίων εἰδῶν εἶναι εὔλογος, ἐν σχέσει πρὸς τὸν προορισμόν των·

(γ) αἱ Τελωνειακαὶ ἀρχαὶ τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς κρίνουν, ὅτι οἱ τιθέμενοι ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅροι θέλουν ἐκπληρωθῇ.

Ἄρθρον 3.

Τὰ τιθέμενα ὑπὸ καθεστὼς προσωρινῆς εἰσδοχῆς ἐμπορεύματα, δὲν δύνανται, ἐκτὸς ἐὰν οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τῆς χώρας τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐπιτρέπουν τοῦτο, καθ' ὃν χρόνον ἀπολαύουν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως διευκολύνσεων :

(α) νὰ δανεισθοῦν, ἐνοικιασθοῦν ἢ χρησιμοποιηθοῦν ἐπὶ πληρωμῇ·

(β) νὰ μεταφερθοῦν ἐκτὸς τοῦ χώρου τῆς ἐκδηλώσεως·

Ἄρθρον 4.

1. Ἐμπορεύματα παραδιδόμενα ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ δέον ὅπως ἐπανεξάγωνται ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας εἰσαγωγῆς των. Αἱ Τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς δύνανται ἐν τούτοις, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν περιστάσεων καὶ κυρίως τῆς διαρκείας καὶ τῆς φύσεως τῆς ἐκδηλώσεως, νὰ ἀπαιτήσουν τὴν ἐντὸς βραχυτέρας προθεσμίας ἐπανεξαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων, ἥτις ὅμως δέον, ὅπως καλύπτῃ τοὐλάχιστον περίοδον ἑνὸς μηνὸς μετὰ τὸ πέρας τῆς ἐκδηλώσεως.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ Τελωνειακαὶ ἀρχαὶ θὰ ἐπιτρέπουν, ὅπως τὰ ἐμπορεύματα τὰ προοριζόμενα νὰ ἐπιδειχθοῦν ἢ νὰ χρησιμοποιηθοῦν εἰς μεταγενεστέραν τινὰ ἐκδήλωσιν παραμείνουν εἰς τὴν χώραν τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον συμμορφώσεως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν νόμων καὶ τῶν κανονισμῶν τῆς χώρας ταύτης καὶ ἐπανεξαγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰσαγωγῆς αὐτῶν.

3. Αἱ Τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται διὰ βασίμους λόγους, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύι νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας

προσωρινῆς εἰσαγωγῆς προβλεπομένων ὁρίων, εἴτε νὰ παρέχουν μεγαλυτέρας προθεσμίας ἀπὸ τὰς προβλεπομένας εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἴτε νὰ παρατείνουν τὴν ἀρχικὴν προθεσμίαν.

4. Ὁσάκις ἐμπορεύματα παραδοθέντα ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ, δὲν δύνανται νὰ ἐπανεξετασθοῦν συνεπείᾳ κατασχέσεως, ἑτέρας ἀπὸ τὴν αἰτήσει ἰδιωτῶν ἐπιβληθεῖσαν, ἡ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένη ὑποχρέωσις ἐπανεξαγωγῆς ἀναστέλλεται ἐπὶ ὅσον χρόνον διαρκεῖ ἡ κατάσχεσις.

Ἄρθρον 5.

1. Παρὰ τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένην ὑποχρέωσιν ἐπανεξαγωγῆς, ἡ ἐπανεξαγωγὴ ἐμπορευμάτων φθαρτῶν ἢ ὑποστάντων σοβαρὰν ζημίαν ἢ ἀμελητέας ἀξίας δὲν ἀξιοῦται, ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν κρίσιν τῶν Τελωνειακῶν ἀρχῶν, τὰ ἐμπορεύματα :

(α) ὑποβάλλονται εἰς τοὺς ὀφειλομένους, κατὰ περίπτωσιν, εἰσαγωγικοὺς δασμούς· ἢ

(β) ἐγκαταλείπονται, ἐλεύθερα παντὸς ἐξόδου, ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς· ἢ

(γ) καταστρέφονται ὑπὸ ἐπίσημον ἐπίβλεψιν ἄνευ οἱασδήποτε δαπάνης διὰ τὸ Δημόσιον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

2. Ἐμπορεύματα παραδοθέντα ἐπὶ προσωρινῇ εἰσδοχῇ δύνανται νὰ λάβουν προορισμὸν διάφορον τοῦ τῆς ἐπανεξαγωγῆς καὶ κυρίως νὰ τεθοῦν εἰς τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς συμμορφώσεως πρὸς τοὺς ὅρους καὶ τὰς διατυπώσεις τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, οἵτινες θὰ ἐφηρμόζοντο εἰς τὴν ἀπ' εὐθείας εἰσαγωγὴν τοιούτων ἐμπορευμάτων ἐκ τῆς ἀλλοδαπῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν.

Ἄρθρον 6.

1. Ἐξαιρέσει τῶν ἐμπορευμάτων, τὰ ὁποῖα ἀπετέλεσαν τὸ ἀντικείμενον ἐπιφυλάξεων, γνωστοποιηθεισῶν συμφώνως πρὸς τοὺς προβλεπομένους ὅρους τοῦ ἄρθρου 23 τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱ εἰσαγωγικοὶ δασμοὶ δὲν εἰσπράττονται, αἱ ἀπαγορεύσεις καὶ οἱ περιορισμοὶ κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν δὲν ἐφαρμόζονται καί, ὁσάκις ἐχορηγήθη προσωρινὴ εἰσδοχὴ ἡ ἐπανεξαγωγὴ δὲν ἀπαιτεῖται, ἐπὶ τῶν κάτωθι περιπτώσεων:

(α) Ἐπὶ μικροδειγμάτων ἀντιπροσωπευτικῶν ἐκτιθεμένων, εἴς τινα ἐκδήλωσιν, ἀλλοδαπῶν ἐμπορευμάτων, περιλαμβανομένων καὶ τῶν δειγμάτων τροφῶν καὶ ποτῶν, εἰσαγομένων ὡς τοιούτων, ἢ παραγομένων ἐν τῇ ἐκδηλώσει ἐξ ἐμπορευμάτων χύδην εἰσαχθέντων, ἐφ' ὅσον :

(ι) πρόκειται περὶ ἀλλοδαπῶν ἐμπορευμάτων, προσφερομένων δωρεὰν καὶ χρησιμοποιουμένων ἀποκλειστικῶς διὰ δωρεὰν διανομὰς πρὸς τὸ κοινὸν κατὰ τὴν ἐκδήλωσιν, ἵνα χρησιμοποιηθοῦν ἢ καταναλωθοῦν ὑπὸ τῶν προσώπων εἰς ἃ διανεμήθησαν.

(ιι) δύναται νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ταυτότης τῶν ἐμπορευμάτων ὡς δειγμάτων διαφημιστικοῦ χαρακτῆρος, μὴ ἀντιπροσωπευόντων εἰμὴ μικρὰν μόνον κατὰ μονάδα ἀξίαν.

(ιιι) εἶναι ἀκατάλληλα δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς καὶ εἶναι, κατὰ περίπτωσιν, συσκευασμένα εἰς ποσότητας σαφῶς μικροτέρας ἐκείνων, αἵτινες περιέχονται καὶ εἰς τὴν πλέον μικρὰν συσκευασίαν λιανικῆς αὐτῶν πωλήσεως.

(ιν) τὰ δείγματα τροφῶν καὶ ποτῶν, ἅτινα διανέμονται μὴ συνεσκευασμένα, συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον (ιιι) ὡς ἄνω, καταναλίσκονται εἰς τὴν ἐκδήλωσιν καὶ

(ν) ἡ συνολικὴ ἀξία καὶ ἡ ποσότης τῶν δειγμάτων εἶναι, κατὰ τὴν κρίσιν τῶν Τελωνειακῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, εὔλογοι, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς φύσεως τῆς ἐκδηλώσεως, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν εἰς ταύτην ἐπισκεπτῶν καὶ τῆς σπουδαιότητος τῆς συμμετοχῆς τοῦ ἐκθέτου εἰς τὴν ἐκδήλωσιν·

(β) Ἐπὶ ἐμπορευμάτων εἰσαγομένων ἀποκλειστικῶς πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐπιδείξεώς των, ἢ πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐπιδείξεως τοῦ χειρισμοῦ ἀλλοδαπῶν μηχανικῶν συσκευῶν ἐκτιθεμένων εἰς τὴν ἐκδήλωσιν καὶ καταναλισκομένων ἢ καταστρεφομένων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐπιδείξεων τούτων, ἐφ' ὅσον ἡ συνολικὴ ἀξία καὶ ἡ ποσότης τῶν ἐμπορευμάτων τούτων εἶναι, κατὰ τὴν κρίσιν τῆς Τελωνειακῆς ἀρχῆς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, εὔλογοι, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς φύσεως τῆς ἐκδηλώσεως, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν εἰς ταύτην ἐπισκεπτῶν καὶ τῆς σπουδαιότητος τῆς συμμετοχῆς τοῦ ἐκθέτου εἰς τὴν ἐκδήλωσιν·

(γ) Ἐπὶ προϊόντων μικρᾶς ἀξίας, χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν κατασκευήν, διευθέτησιν καὶ διακόσμησιν τῶν προσωρινῶν χώρων τῶν ἀλλοδαπῶν ἐκθετῶν εἰς τὴν ἐκδήλωσιν (χρωμάτων, βερνικίων, χάρτου τοιχοστρωτίας κλπ.) φθειρομένων λόγῳ τῆς χρήσεώς των·

(δ) Ἐπὶ ἐντύπων, καταλόγων, τεχνικῶν προδιαγραφῶν, τιμοκαταλόγων, διαφημιστικῶν εἰκόνων, ἡμερολογίων (εἰκονογραφημένων ἢ μὴ) καὶ φωτογραφιῶν ἄνευ πλαισίου, προοριζομένων ἐκδήλως νὰ χρησιμοποιηθοῦν πρὸς διαφήμισιν τῶν ἀλλοδαπῶν ἐμπορευμάτων τῶν ἐκτιθεμένων εἰς τὴν ἐκδήλωσιν, ἐφ' ὅσον :

(ι) πρόκειται περὶ ἀλλοδαπῶν προϊόντων προσφερομένων δωρεὰν καὶ χρησιμοποιουμένων ἀποκλειστικῶς πρὸς δωρεὰν διανομὴν εἰς τὸ κοινὸν εἰς τὸν χῶρον τῆς ἐκδηλώσεως·

(ιι) ἡ συνολικὴ ἀξία καὶ ἡ ποιότης τῶν ἐμπορευμάτων εἶναι εὔλογοι, κατὰ τὴν κρίσιν τῶν Τελωνειακῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς φύσεως τῆς ἐκδηλώσεως, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν εἰς ταύτην ἐπισκεπτῶν καὶ τῆς σπουδαιότητος τῆς συμμετοχῆς τοῦ ἐκθέτου εἰς τὴν ἐκδήλωσιν.

2. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δὲν ἐφαρμόζονται διὰ τὰ οἰνοπνευματώδη ποτά, τὸν καπνὸν καὶ τὰ καύσιμα.

Ἄρθρον 7.

Χαρτοφάκελλοι, ἀρχεῖα, ἔντυπα καὶ λοιπὰ ἔγγραφα, προοριζόμενα νὰ χρησιμοποιηθοῦν ὡς τοιαῦτα κατὰ τὴν διάρκειαν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ διεθνῶν συνόδων, διασκέψεων ἢ συνεδρίων, ἀπαλλάσσονται τῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ δὲν ὑπόκεινται εἰς οὐδένα περιορισμὸν ἢ ἀπαγόρευσιν κατὰ τὴν εἰσαγωγήν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV.

Ἁπλοποίησις τῶν διατυπώσεων.

Ἄρθρον 8.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος περιορίζει εἰς τὸ ἐλάχιστον τὰς Τελωνειακὰς διατυπώσεις ἐν σχέσει πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένας διευκολύνσεις καὶ δημοσιεύει ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρόνου τοὺς ἐκδιδομένους ὑπ' αὐτοῦ κανονισμοὺς ἐπὶ τῶν διατυπώσεων τούτων.

Ἄρθρον 9.

1. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπαιτεῖ τὴν σύστασιν ἐγγυήσεως διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς τηρήσεως τῶν ἀπαιτουμένων ὅρων, ἵνα χορηγηθοῦν αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως διευκολύνσεις, τὸ ποσὸν τῆς ἐγγυήσεως ταύτης δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν τῶν ὀφειλομένων εἰσαγωγικῶν δασμῶν πλέον ἑνὸς ποσοστοῦ ἐκ 10%.

2. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος θὰ προσπαθήσῃ νὰ δεχθῇ, κατὰ πάσας τὰς περιπτώσεις, καθ' ἃς καθίσταται τοῦτο δυνατόν, τὴν ἀντικατάστασιν, διὰ μιᾶς συνολικῆς ἐγγυήσεως κατατιθεμένης ὑπὸ τῶν ὀργανωτῶν τῆς ἐκδηλώσεως ἢ ὑπὸ παντὸς ἑτέρου προσώπου ἐγκεκριμένου ὑπὸ πῶν Τελωνειακῶν ἀρχῶν, τῶν ἐπὶ μέρους ἐγγυήσεων, αἵτινες θὰ ἀπητοῦντο συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἄρθρον 10.

1. Κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ὡς καὶ τὴν ἐπανεξαγωγὴν ἡ ἐπαλήθευσις καὶ ὁ ἐκτελωνισμὸς τῶν ἐμπορευμάτων, τὰ ὁποῖα πρόκειται νὰ ἐκτεθοῦν ἢ χρησιμοποιηθοῦν ἢ ἔχουν ἐκτεθῇ ἢ χρησιμοποιηθῇ εἰς τινα ἐκδήλωσιν, πραγματοποιοῦνται κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν, καθ' ἣν καθίσταται τοῦτο δυνατὸν καὶ εὐχερές, εἰς τοὺς χώρους τῆς ἐκδηλώσεως ταύτης.

2. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ προσπαθήσῃ, εἰς ἅπασας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς κρίνῃ τοῦτο χρήσιμον, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς σπουδαιότητος τῆς ἐκδηλώσεως νὰ ἐγκαθιδρύσῃ δι' εὔλογον χρονικὴν περίοδον ἓν Τελωνειακὸν Γραφεῖον, εἰς τοὺς χώρους τῆς ἐκδηλώσεως τῆς ὀργανουμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του.

3. Ἡ ἐπανεξαγωγὴ τῶν ὑπὸ προσωρινὴν εἰσδοχὴν τελούντων ἐμπορευμάτων δύναται νὰ ἐνεργηθῇ ἐφ' ἅπαξ ἢ τμηματικῶς μέσῳ οἱουδήποτε ἁρμοδίου διὰ τοιαύτας πράξεις Τελωνείου, ἔστω καὶ ἐὰν τοῦτο εἶναι ἕτερον τοῦ Τελωνείου εἰσαγωγῆς, ἐκτὸς ἐὰν ὁ εἰσαγωγεύς, ἵνα ἀπολαύσῃ μιᾶς ἁπλοποιημένης διαδικασίας, ἀναλαμβάνῃ νὰ ἐπαναξαγάγῃ τὰ ἐμπορεύματα μέσῳ τοῦ Τελωνείου εἰσαγωγῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Διάφοροι διατάξεις.

Ἄρθρον 11.

Προϊόντα ἐπ' εὐκαιρίᾳ παραχθέντα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκδηλώσεως ἐξ ἐμπορευμάτων εἰσαχθέντων προσωρινῶς, ὡς ἀποτέλεσμα τῆς ἐπιδείξεως τῶν ἐκτιθεμένων μηχανῶν ἢ συσκευῶν, ὑπόκεινται εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 12.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καθιεροῦν ἓν ἐλάχιστον ὅριον παρασχετέων διευκολύνσεων καὶ δὲν συνιστοῦν ἐμπόδιον εἰς τὴν ἐφαρμογὴν μεγαλυτέρων διευκολύνσεων, τὰς ὁποίας ὡρισμένα ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν παρέχουν ἤδη ἢ ἤθελον τυχὸν παράσχει, εἴτε διὰ μονομερῶν διατάξεων, εἴτε δυνάμει διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν.

Ἄρθρον 13.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ ὁποῖα συνιστοῦν τελωνειακὴν ἢ οἰκονομικὴν ἕνωσιν, δύνανται νὰ θεωρῶνται ὡς ἀποτελοῦντα ἑνιαῖον ἔδαφος.

Ἄρθρον 14.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀποτελοῦν ἐμπόδιον εἰς τὴν ἐφαρμογήν:

(α) ἐθνικῶν ἢ συμβατικῶν μὴ τελωνειακῆς φύσεως διατάξεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ὀργάνωσιν ἐκδηλώσεων·

(β) ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν καὶ θεμελιουμένων εἰς λόγους χρηστῶν ἠθῶν ἢ δημοσίας τάξεως, δημοσίας ἀσφαλείας, δημοσίας ὑγείας καὶ ὑγιεινῆς, ἢ εἰς λόγους κτηνιατρικοὺς ἢ φυτοπαθολογικούς, ἢ εἰς λόγους προστασίας δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνίας, ἐμπορικῶν σημάτων καὶ δικαιωμάτων πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

Ἄρθρον 15.

Πᾶσα παράβασις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑποκατάστασις, ψευδὴς δήλωσις ἢ ἐνέργεια, ἔχουσα ὡς ἀποτέλεσμα, ὅπως πρόσωπον ἢ ἐμπορεύματα τύχουν ἀντικανονικῶς τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων διευκολύνσεων, ἐκθέτῃ τὸν παραβάτην εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν διεπράχθη ἡ παράβασις εἰς τὰς ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας ταύτης προβλεπομένας κυρώσεις καί, περιπτώσεως συντρεχούσης, εἰς τὴν καταβολὴν τῶν ὀφειλομένων εἰσαγωγικῶν δασμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 16.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνέρχονται, ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη, ἵνα ἐξετάσουν τοὺς ὅρους, ὑφ' οὓς ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις, προκειμένου, κυρίως, νὰ ἀναζητήσουν τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς διασφάλισιν τῆς ὁμοιομόρφου ἑρμηνείας καὶ ἐφαρμογῆς ταύτης.

2. Αἱ σύνοδοι αὗται συγκαλοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, ἐπὶ τῇ αἰτήσει ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καί, πλὴν ἀντιθέτου ἀποφάσεως τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, λαμβάνουν χώραν εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καταρτίζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν συνόδων αὐτῶν. Αἱ ἀποφάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρισταμένων καὶ μετεχόντων εἰς τὴν ψηφοφορίαν.

4. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν δύνανται νὰ λαμβάνουν ἐγκύρως ἀπόφασιν ἐπὶ θέματός τινος, εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον παρίσταται πλέον τοῦ ἡμίσεος τοῦ ἀριθμοῦ αὐτῶν.

Ἄρθρον 17.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀφορῶσα εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διακανονίζεται κατὰ τὸ δυνατὸν δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ μερῶν.

2. Πᾶσα διαφορά, ἡ ὁποία δὲν διακανονίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, φέρεται ὑπὸ τῶν ἐν διαφωνίᾳ Μερῶν ἐνώπιον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, συνερχομένων κατὰ τὰ ὁριζόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 16 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἅτινα ἐξετάζουν τὴν διαφορὰν καὶ προβαίνουν εἰς συστάσεις πρὸς διακανονισμὸν ταύτης.

3. Τὰ ἐν διαφωνίᾳ Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐκ τῶν προτέρων ὅπως ἀποδεχθοῦν τὰς συστάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 18.

1. Πᾶν Κράτος - Μέλος τοῦ Συμβουλίου καὶ πᾶν Κράτος - Μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικῶν αὐτοῦ Ὀργανώσεων - δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν :

(α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως·

(β) διὰ τῆς καταθέσεως κυρωτικοῦ ὀργάνου, μετὰ τήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, ὑπογραφὴν αὐτῆς ἢ

(γ) διὰ προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων Κρατῶν, εἰς τὴν ἐν Βρυξέλλαις ἕδραν τοῦ Συμβουλίου μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1962. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν αὐτῶν.

3. Εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 1(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου περίπτωσιν, ἡ Σύμβασις ὑπόκειται εἰς τὴν ἐπικύρωσιν τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς συνταγματικὰς αὐτῶν διαδικασίας.

4. Πᾶν Κράτος μὴ μέλος τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων ὀργανώσεων προσκαλούμενον πρὸς τοῦτο ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῇ αἰτήσει τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ προσχωρήσεως εἰς ταύτην μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

5. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 19.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον

1 τοῦ ἄρθρου 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως Κρατῶν ὑπογραφὴν ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Ἔναντι παντὸς Κράτους, ὅπερ ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς ταύτην μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε Κρατῶν, εἴτε ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, εἴτε κατάθεσιν τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας, μετὰ τὴν ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 20.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνομολογεῖται δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν ἰσχύος. Ἐν τούτοις, πᾶν Συμβαλλόμενοι Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 19 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ καταγγελία γνωστοποιεῖται ἐγγράφως δι' ὀργάνου, κατατιθεμένου εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

3. Ἡ καταγγελία καθίσταται ἐνεργὸς ἓξ μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ ὀργάνου τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 21.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, συνερχόμενα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύνανται νὰ προτείνουν τροποποιήσεις ταύτης.

2. Τὸ κείμενον πάσης τροποποιήσεως, οὕτω προτεινομένης, ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, εἰς ἅπαντα τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, δύναται, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κοινοποιήσεως τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, νὰ γνωρίσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου·

(α) εἴτε ὅτι ἔχει ἀντίρρησίν τινα ὡς πρὸς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν,

(β) εἴτε ὅτι καίτοι τοῦτο προστίθεται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν προτεινομένην τροποποίησιν ἐν τούτοις, δὲν ἔχουν πληρωθῇ εἰσέτι εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἀποδοχὴν ταύτης προϋποθέσεις.

4. Ἐπὶ ὅσον χρόνον ἓν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἀπηύθυνε τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν παράγραφον 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, δὲν ἔχει γνωστοποιήσει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ἀποδοχὴν αὐτοῦ, δύναται, ἐντὸς προθεσμίας ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑξαμήνου προθεσμίας, νὰ ὑποβάλῃ ἀντίρρησιν εἰς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν.

5. Ἐφ' ὅσον ἤθελε διατυπωθῇ ἀντίρρησίς τις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις θεωρεῖται ὡς μὴ γεμονένη ἀποδεκτὴ καὶ παραμένει ἄνευ ἀποτελέσματος.

6. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως διετυπώθη, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις λογίζεται γενομένη ἀποδεκτὴ κατὰ τὴν ἀκόλουθον ἡμερομηνίαν :

(α) Ὁσάκις οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπηύθυνεν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς εἰς τὴν παράγραφον ταύτην 3 ὁριζομένης ἑξαμήνου προθεσμίας.

(β) Ὁσάκις ἓν ἢ περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη ἀπηύθυναν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν πλησιεστέραν ἐκ τῶν δύο κατωτέρω ἡμερομηνιῶν :

(ι) τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν ἅπαντα τὰ ἀποστείλαντα μίαν τοιαύτην ἀνακοίνωσιν Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταφερομένης ἐν τούτοις εἰς τὴν εἰς τὴν λῆξιν τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑξαμήνου προθεσμίας, ἐφ' ὅσον ἅπασαι αἱ ἀποδοχαὶ ἐγνωστοποιηθήσαν πρὸ τῆς λήξεως ταύτης,

(ιι) τὴν ἡμερομηνίαν ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐννεαμήνου προθεσμίας.

7. Πᾶσα τροποποίησις λογιζομένη ὡς ἀποδεκτὴ γενομένη, τίθεται ἐν ἰσχύι ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν αὕτη ἐλογίσθη ὡς γενομένη ἀποδεκτή.

8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, πᾶσαν ἀντίρρησιν, διατυπωθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς καὶ πᾶσαν ἀνακοίνωσιν ἀπευθυνθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(β). Οὗτος πληροφορεῖ μεταγενεστέρως ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐὰν τὸ ἢ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα ἀπηύθυναν μίαν τοιαύτην ἀνακοίνωσιν, ἐγείρουν ἀντίρρησιν κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως ἢ ἀποδέχωντα ταύτην.

9. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτήν, λογίζεται ὡς ἔχον ἀποδεχθῇ τὰς τροποποιήσεις τὰς τεθείσας ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 22.

1. Πᾶν Κράτος δύναται, εἴτε κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, εἴτε μεταγενεστέρως, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται ἐπὶ τοῦ συνόλου ἢ ἐπὶ ὡρισμένων ἐκ τῶνἐδαφῶν, αἱ διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων ἔχουν τεθῇ ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ· ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς τὰ ἐν τῇ γνωστοποιήσει ἀναφερόμενα ἐδάφη μετὰ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως ταύτης ἀπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, ἀλλὰ οὐχὶ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς ὡς πρὸς αὐτὸ τοῦτο τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος.

2. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐδήλωσεν, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασες ἐπεκτείνεται ἐπὶ ἐδάφους τινός, αἱ διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου ἐτέθησαν ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος θὰ παύσῃ νὰ ἐφαρμόζῃ τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 23.

1. Πᾶν Κράτος δύναται νὰ δηλώσῃ, καθ' ὃ χρόνον ὑπογράφει ἢ ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς ταύτην, ἢ νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ἀφοῦ θὰ ἔχῃ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν, ὅτι δὲν θεωρεῖ ἑαυτὸ δεσμευόμενον ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6, παράγραφος 1 (α) τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αἱ δηλώσεις αὗται καὶ γνωστοποιήσεις δέον νὰ διαλαμβάνουν εὐκρινῶς τὰ ἐμπορεύματα ἔναντι τῶν ὁποίων διατυποῦται ἡ ἐπιφύλαξις. Αἱ ἀπευθυνθεῖσαι γνωστοποιήσεις πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἀποκτοῦν ἰσχὺν τὴν 90ὴν ἡμέραν μετὰ τὴν λῆψιν αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

2. Ἐὰν ἓν Συμβαλλόμενον Μέρος διατυπώσῃ μίαν ἐπιφύλαξιν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ ἕτερα Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν δεσμεύονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6 παράγραφος 1 (α) τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἔναντι τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ ἐμπορεύματα τὰ προσδιοριζόμενα εἰς τὴν ἐπιφύλαξιν ταύτην.

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ διετύπωσεν ἐπιφύλαξιν συμφώνως τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρντος ἄρθρου, δύναται καθ' οἱονδήποτε χρόνον νὰ ἄρῃ τὴν ἐπιφύλαξιν ταύτην διὰ νὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

4. Οὐδεμία ἑτέρα ἐπιφύλαξις ἐπιτρέπεται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 24.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ὡς ἐπίσης καὶ πρὸς τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη, πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO):

(α) τὰς ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις, τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως·

(β) τὴν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 19·

(γ) τὰς καταγγελίας καὶ δηλώσεις, τὰς γνωστοποιηθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 20·

(δ) τὰς τροποποιήσεις, τὰς λογιζομένας ὡς γενομένας ἀποδεκτὰς συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 21, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῶν·

(ε) τὰς δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις, τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 22·

(στ) τὰς δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις, τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 23, παράγραφοι 1 καὶ 3, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν αἱ ἐπιφυλάξεις τίθενται ἐν ἰσχύι ἢ ἐκείνην ἀφ' ἧς αὗται ἠρθησαν.

Ἄρθρον 25.

Συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις τὴν ὀγδόην Ἰουνίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια ἑξήκοντα καὶ ἕν, εἰς τὰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλώσσας, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων τούτων ἐχόντων τὴν αὐτὴν αὐθεντικὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον πρωτότυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου, ὅστις θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα τούτου εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1973 ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	400
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	700
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	1.500
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	3.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20
2. » » » Β'	»	20
3. » » » Γ'	»	15
4. » » » Δ'	»	35
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15
6. » » Παράρτημα	»	10
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	75
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	175

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ.' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α.' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	500

Β.' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ.' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν– Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συν/σμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων ὡς καὶ τῶν Φιλανθρωπικῶν Σωματείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 %.

Δ.' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.
Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ